



- **Attaque** contre les fondements des **Accidents de Travail/maladies professionnelles** sous couvert d'une hypothétique amélioration de la rente AT/MP et remise en cause de la Faute inexcusable de l'employeur
- Silence sur les pénuries de médicaments

L'HÔPITAL PUBLIC MALTRAITÉ A COUP DE 49.3 !

Le **Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2024** devait être débattu à l'Assemblée Nationale. Il n'en sera rien.

Une nouvelle fois, il y a quelques jours, le Gouvernement a fait le choix de recourir au 49.3 pour passer en force.

De fait, nous sont imposées, encore une fois, des **mesures régressives** et toujours plus **nocives** à l'hôpital public en général, au CH Lavour en particulier et plus largement à la population.

Quelques explications

Le PLFSS 2024 va imposer à notre système de santé de nouvelles économies à hauteur de 3.5 milliards d'euros au moins.

Et pourtant les alertes se multiplient : épuisement généralisé des soignants, dégradation de la santé et de la population, travail en sous effectif, conditions d'accueil et de soins dans les EHPAD, impossibilité d'accès aux soins, augmentation des accidents de travail, fuite de l'hôpital...

Pour autant le Gouvernement fait la sourde oreille et reste imperméable à toutes ces alertes.

Ainsi ce **PLFSS** est **loin** d'être à la **hauteur**.

Même la Fédération Hospitalière de France (sorte de regroupement des Hôpitaux), qui ne passe pas pour révolutionnaire, a déclaré que ce « *PLFSS n'était pas à la hauteur pour l'hôpital public* »...

C'est dire si l'heure est grave !!

La hausse de l'**Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM)** fixée à 3.2 % se situera pour 2024 en dessous de l'inflation et en dessous de sa « dynamique naturelle » à 4.6%.

L'**ONDAM** reste un outil d'**austérité** et c'est pour cela que la CGT s'y est historiquement opposée.

Ce **PLFSS** organise avant tout la **pénurie** et fragilise encore plus un système déjà à bout de souffle.

Dans le même temps **il organise** également le **démantèlement** de nombreux **droits** et **acquis** :

- Le droit à un arrêt maladie est remis en cause en augmentant le contrôle sur les prescriptions.

Alors que les besoins de la population appellent un programme ambitieux pour les services publics de la petite enfance, de l'autonomie, de la santé et de l'action sociale, l'inaction et l'impuissance restent la seule réponse de ce gouvernement, imposée à coup de 49.3 !

Pour ce qui est du financement à l'activité (T2A)

Les mesures annoncées concernant les transformations du financement des activités de MCO avec une remise en cause très à la marge de la T2A laissent paradoxalement imaginer un renforcement de la marchandisation du soin.

Lorsque l'on sait ce que la T2A a eu comme effets négatifs sur le système santé, on ne peut que s'opposer à une réforme qui ne remettrait pas en cause cette contrainte budgétaire qui a largement impacté l'hôpital.

Dans une même logique austéraitre ce PLFSS entérine l'insuffisance des moyens humains et financiers avec pour conséquence une nouvelle dégradation de la mission de service public de la Sécurité Sociale.

La Santé est un bien commun, non pas une marchandise qui doit être rentable !

Sa privatisation à outrance ne vise qu'à supprimer à très court terme les fondements de la Sécurité Sociale : « Chacun cotise en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins ».

POUR DÉFENDRE LES HÔPITAUX ET POUR NOUS TOUS : REJOIGNEZ LA CGT ! SYNDIQUEZ-VOUS !

ILS SONT LES MAUX, NOUS SOMMES LE REMÈDE !



CéGéTez vous et mêlez vous de votre hosto !

Retrouvez de nombreuses infos sur notre site internet : www.cgt-chlavour.fr